

6 novembre 2004

Discours devant le Panthéon

Le dernier loup a été tué en France en 1936. Le jeudi 21 octobre 2004, une jeune louve de 18 mois qui n'avait pas encore mis bas a été abattue par les agents de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, sacrifiée aux lobbies de politiciens irresponsables et extrémistes et à un groupe d'éleveurs peu représentatifs de la profession. Le 27 octobre au matin ce fut le tour d'un mâle, dans le Massif du Taillefer en Isère, (Gaymard est élu de Savoie!). Par ces deux tirs dûment préparés, la France de 2004 renoue avec l'obscurantisme le plus primaire. Cela me rappelle le mot rapporté par les chroniqueurs et prêté à Philippe le Bel, roi de France de 1268 à 1314: " il fait grand froid ce matin, allons chasser le loup". Le ministre de l'Agriculture Gaymard, grand pourfendeur de l'espèce pourrait le reprendre à son compte (vous savez Gaymard, c'est le ministre qui dit "moi, les loups je les tuerais tous").

Au mépris des lois de protection, car il s'agit d'espèces protégées par la Convention de Berne et la Directive Habitats, l'Etat hors la loi, se conduit comme un vulgaire braconnier. La modeste population de loups en France, une cinquantaine probablement (mais seulement une quarantaine de façon certaine), n'a pas atteint malgré les proclamations officielles le seuil de viabilité de l'espèce estimé à une vingtaine de meutes reproductrices; elle est de plus décimée par un braconnage intense, incontrôlé et impuni. Le citoyen français qui met largement la main au porte-monnaie pour financer une filière ovine sous perfusion se voit en plus frustré de son souhait le plus légitime: accéder à une vraie nature peuplée d'animaux libres et sauvages, en harmonie avec l'homme. C'est toute cette politique de la nature qui aujourd'hui est en danger: on ne peut pas à la fois faire du développement durable, proclamer le maintien de la biodiversité, déclarer que le loup en est l'un des plus beaux fleurons et exterminer ce même loup sous prétexte qu'il opère des massacres dans les élevages. Or c'est faux. Cette jeune louve a été abattue dans une zone à mouflons, sur une commune où les moutons étaient redescendus d'estive depuis longtemps et qui plus est (nous en avons les preuves) dans le Parc Régional du Vercors: nous avons donc affaire là, à un véritable délit à l'encontre d'une espèce protégée. De plus nous dénonçons le fait que le ministre a affirmé dans sa conférence de presse qu'il n'y aurait pas de tirs là où les mesures de protection ne sont pas mises en place: or, dans la plupart des zones où l'Office National de la Chasse traque le

loup depuis cet été il y a peu ou pas de mesures de protection, les moutons ne sont pas gardés ou pas de façon optimale. Nous demandons donc la mise en place de conditions économiques et sociales pour un retour des bergers et des chiens au milieu de leurs troupeaux, comme c'est le cas pour 90% des troupeaux au monde.

Il est temps que l'Etat ait le courage d'organiser une restructuration de la filière ovine afin de revenir à des troupeaux plus petits, conformes aux nécessités économiques et aux demandes du consommateur ainsi qu'à une diversification de la production comme c'est le cas en Italie. Il faut tenir compte des besoins économiques des Français et repenser un élevage totalement en décalage avec l'Europe d'aujourd'hui. Il est temps aussi que la montagne s'ouvre à un tourisme de nature grandement désiré par la majorité des Français qui travaillent.

Il y a en France 9 millions d'ovins dont 700.000 vont à la casse tous les ans, transformés en farines animales inconsommables, entreposés dans des Centres d'enfouissement techniques spéciaux: cela coûte une fortune au contribuable qui l'ignore.

Car tirer des loups ne réglera pas le pb de l'élevage ovin. L'ennemi ce n'est pas le loup mais la mondialisation, le mouton anglais ou néo-zélandais vendu à bas prix sur nos marchés.

Non au tir au loup, Halte au braconnage! Il y a 1400 gardes de l'Office de la chasse, déployés depuis le 3 août sur 7 départements et cela jusqu'au 31 décembre. Cette petite armée déployée contre les loups coûte cher au contribuable qui ne veut pas payer des impôts pour que l'on tue des loups.

Que l'Etat assume son rôle et fasse respecter la loi, qu'il cesse de céder aux lobbies agricoles et aux politiciens minoritaires qui vont à la pêche aux voix : cela rapporte des sièges de députés, de Conseil régional ou général, bref du pouvoir. Mais ailleurs qu'en France on vit avec les loups, en Espagne, 2000 loups côtoient bergers et troupeaux, en Italie, 700 loups courent dans la colonne vertébrale montagnaise, du Nord au Sud avec les ours et les lynx, au Portugal 500, en Roumanie 2500, en Suède, une centaine, en Finlande 200... mais en France 40 loups ont rallumé une guerre que nous ne laisserons pas gagner à l'obscurantisme, à la politique politicienne.

Aujourd'hui, demain, soyons présents, toujours vigilants. Lundi dernier dans le Béarn le braconnage de la dernière ourse femelle de souche pyrénéenne, laissant derrière elle un ourson

qui n'a que peu de chances de survie, nous montre de façon tragique que notre combat doit se poursuivre et se renforcer.

Mobilisez-vous, soyez les militants d'une Nature que nous devons refuser de voir se faire domestiquer, réduire, amputer. Que vive la Nature, que vive la biodiversité, que vivent en liberté, les loups, les ours, les lynx, symboles de la bonne santé de la nature.

Gaymard à la retraite! Qu'il s'occupe du Tunnel du Mont Blanc pour lequel il n'a pas tenu ses promesses et où on l'attend avec un fusil!

Militons pour une vraie politique de la Nature, rejoignez-nous dans ce combat pour laisser à nos enfants, aux générations futures un monde diversifié du Vivant.